

Le caractère des forces militaires de l'OTAN n'est guère différent de celui des forces du Pacte de Varsovie. Mais, comme elles sont moins puissantes, la doctrine vise à dissuader le Pacte de Varsovie d'attaquer; elle recommande de livrer une bataille de ralentissement afin d'endiguer l'avance des forces de l'OTV, puis de recourir rapidement aux armes nucléaires que l'OTAN serait la première à utiliser si ses forces venaient à être submergées.

L'interaction de ces deux doctrines a eu des effets plutôt néfastes. La doctrine de la première frappe, adoptée par l'OTAN, a amené le Pacte de Varsovie à concevoir des méthodes de combat en milieu nucléaire : il s'est doté de transports des troupes blindés et a mis au point une tactique spéciale pour traverser rapidement les zones irradiées, toutes choses qui, aux yeux de l'OTAN, augmentaient la mobilité de ses forces, les rendaient plus dangereuses et semblaient prouver que la doctrine de la première frappe était nécessaire pour parer à cette menace apparente. Il existe, cependant, un problème fondamental. En effet, si l'on compte sur l'arme blindée et sur sa mobilité pour maintenir la paix, que ce soit en Europe ou ailleurs, on adopte une stratégie qui, de par sa nature même, engendre l'instabilité de trois manières différentes.

Il y a tout d'abord l'instabilité en temps de crise. En raison de l'importance accordée aux attaques surprises, on peut être tenté, s'il y a crise, d'attaquer le premier, autrement dit d'effectuer une frappe dite «préemptive». Si l'on sait que l'adversaire redoute d'être attaqué le premier, ou si l'on craint d'être soi-même attaqué le premier, on aura des motifs très puissants pour lancer une attaque préemptive. Ces craintes et ces motifs seront d'autant plus incitatifs que les deux camps auront déployé des forces offensives vulnérables offrant des cibles magnifiques : avions sans protection dans des aérodromes, ou concentrations de chars ou d'autres véhicules à chenilles ou à roues, par exemple.

Il y a, en deuxième lieu, l'instabilité causée par l'escalade des tensions. Si la stratégie consiste à rechercher une bataille décisive dans une guerre de mouvement, il devient alors extrêmement probable que l'un des adversaires battu irrémédiablement au chapitre des forces classiques n'aura d'autre alternative que de recourir aux armes nucléaires ou de se rendre.

En troisième lieu, plus les forces armées ont des capacités offensives, plus il est impératif pour chaque camp d'augmenter ses arsenaux de façon à contrebalancer les armes de son adversaire. C'est ce qui engendre une course aux armements.

Mises à part ces conséquences d'ordre militaire, le fait de posséder des forces dotées d'une grande capacité offensive entraîne d'énormes conséquences politiques. La présence de forces munies d'une capacité offensive va susciter des craintes, des soupçons et une certaine hostilité dans l'esprit de l'adversaire potentiel. Si, politiquement parlant, on nourrit des intentions pacifiques, on aura tort de mener une politique susceptible de susciter l'hostilité de son voisin; il est plus raisonnable de chercher à le rassurer en se dotant, si

c'est possible, des moyens de se défendre sans acquérir les moyens de l'attaquer.

LES STRATÉGIES DÉFENSIVES

Peut-on donner un caractère plus défensif aux stratégies de l'un des camps ou des deux blocs en Europe? En d'autres termes, est-il possible de modifier la stratégie et la nature des forces non nucléaires de façon à faire varier leur capacité défensive par rapport à leur capacité offensive et vice-versa?

Quoiqu'on ne puisse dire exactement dans quelle mesure, il est évident que des variations sont possibles, puisque l'on considère que la stratégie et les forces de l'Organisation du Traité de Varsovie sont offensives et que celles de nombreux pays neutres, comme la Suisse ou la Yougoslavie, sont défensives et qu'elles sont prévues pour qu'un attaquant, quel qu'il soit, s'enlise dans une guerre d'usure. De plus, il est clair que certaines armes ou certains types de forces ont un caractère plus offensif que d'autres.

Cependant, pour définir le degré offensif ou défensif de la stratégie et des forces d'un pays donné, on ne peut se borner à en cataloguer les armes, bien qu'il soit possible de dire que, sans certaines d'entre elles, les forces armées d'un pays ou d'une alliance seraient difficilement capables ou carrément incapables de lancer une attaque. Il s'agit plutôt d'évaluer la stratégie et le caractère des forces d'un pays comme un tout, en prenant en compte la doctrine, l'entraînement des troupes, l'équipement, les armes, le déploiement, la logistique et tout le reste. C'est ce que l'on fait quand on déclare que la doctrine et les forces armées de certains pays neutres sont «défensives» et que celles du Pacte de Varsovie sont «offensives».

Les principales études menées sur les possibilités techniques d'une défense non offensive ont été consacrées à la guerre sur terre, et plus particulièrement au concept des ceintures ou corridors de défense, pour des forces qui seraient éparpillées, et à l'emploi de nouvelles armes à l'intérieur de ces ceintures. Reste une question importante, à savoir combien de blindés il faut pour combattre l'ennemi là où il perce la ceinture de défense et pour monter une contre-attaque.⁴

Dans ces travaux, on s'est efforcé de savoir dans quelle mesure une alliance pourrait construire des moyens de défense qui, tout en possédant des capacités offensives limitées, seraient à même de contenir l'ennemi, de le confiner à une guerre d'usure et de le dissuader ainsi d'attaquer. La question a été étudiée à l'Ouest et, pour ce qu'on en sait, des travaux semblables ont pu aussi avoir lieu à l'Est. On est généralement parti de l'hypothèse citée plus haut, selon laquelle seule l'OTAN adopterait une défense non offensive. Cette démarche s'explique en partie par des motifs logiques (en effet, il était raisonnable d'étudier dans quelle mesure on pourrait rendre les défenses efficaces face à un adversaire qui refuserait de coopérer), et c'était également faire preuve ainsi de réalisme politique, car il